



DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE PRÉALABLE  
A LA DÉSAFFECTATION ET AU DÉCLASSEMENT DU  
DOMAINE PUBLIC ROUTIER COMMUNAL SITUÉ  
PLACE DU BIEF A MIONNAY  
EN VUE DU PROJET DE MAISON DE SANTE

ENQUÊTE PUBLIQUE

Du 24 février 2026 - 8h30 au 11 mars 2026 - 12h

## **LISTE DES PIECES ANNEXES**

Annexe 0 : Arrêté municipal d'ouverture d'enquête publique en date du 27 janvier 2026

### **I/ PIECES ANNEXES OBLIGATOIRES AU DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE**

Annexe 1 : Plan de situation de l'emprise foncière du projet de maison de santé

Annexe 2 : Plan parcellaire de l'emprise foncière du projet

Annexe 3 : Liste des propriétaires des parcelles comprises en tout ou partie dans l'emprise du projet

### **II/ PARUTIONS PRESSE**

Annexe 4 : Avis Progrès du 04/02/26 et du 25/02/26

Annexe 5 : Avis Voix Ain du 06/02/26 et du 27/02/26

---

## I/ PRESENTATION ET INFORMATIONS JURIDIQUES ET ADMINISTRATIVES

### A. OBJET

Le présent dossier constitue le dossier d'enquête publique préalable à la désaffectation et au déclassement d'une partie de la Place du Bief appartenant au domaine public routier de la commune de Mionnay. Ce projet concerne uniquement le territoire de la commune de Mionnay, situé dans le département de l'Ain.

L'objet de l'enquête publique est donc de permettre la désaffectation et le déclassement d'éléments du domaine public routier communal.

### B. CONDITIONS DE L'ENQUETE PUBLIQUE

Comme définie à l'article L. 134-2 du Code des relations entre le public et l'Administration, la présente enquête *« a pour objet d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers lors de l'élaboration d'une décision administrative. Les observations et propositions recueillies au cours de l'enquête sont prises en considération par l'administration compétente avant la prise de décision »*.

Elle est imposée par l'article L. 141-3 du Code de la voirie routière qui dispose :

*« Le classement et le déclassement des voies communales sont prononcés par le conseil municipal. Ce dernier est également compétent pour l'établissement des plans d'alignement et de nivellement, l'ouverture, le redressement et l'élargissement des voies.*

*Les délibérations concernant le classement ou le déclassement sont dispensées d'enquête publique préalable sauf lorsque l'opération envisagée a pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.*

*A défaut d'enquête relevant d'une autre réglementation et ayant porté sur ce classement ou déclassement, l'enquête rendue nécessaire en vertu du deuxième alinéa est ouverte par l'autorité exécutive de la collectivité territoriale ou de l'établissement public de coopération intercommunale, propriétaire de la voie, et organisée conformément aux dispositions du code des relations entre le public et l'administration ».*

Elle est encadrée par les articles L. 134-1 à L. 134-35 du Code des relations entre le public et l'administration et R\* 141-4 à R\* 141-10 du Code de la voirie routière.

### C. DEROULEMENT DE L'ENQUETE PUBLIQUE ET SUITE

#### 1. Lancement de l'enquête et information du public

Monsieur le Maire de la Commune de Mionnay a pris un arrêté n°2026-20 en date du 27 janvier 2026 (Annexe 0) portant ouverture de l'enquête publique préalable à la désaffectation et au déclassement du domaine public routier communal constitué de stationnements et d'espaces verts, terrain de boules, situés sur l'emprise foncière du projet de maison de santé. La surface totale de 989 m<sup>2</sup> est constituée par le projet de maison de santé est d'environ 713 m<sup>2</sup> et d'environ 276 m<sup>2</sup> concernant les dix places de stationnement et accès qui seront dédiés aux professionnels de santé.

Cet arrêté désigne un Commissaire enquêteur, précise l'objet de l'enquête, les dates d'ouverture et de clôture de l'enquête, ainsi que les heures et le lieu où le public peut prendre connaissance du dossier et formuler ses observations.

Monsieur Gérard MAILLE, ingénieur du ministère de l'agriculture à la retraite, est désigné en qualité de Commissaire Enquêteur, il a été choisi sur une liste d'aptitude, conformément à l'article R.134-17 du Code des Relations entre le Public et l'Administration.

L'arrêté d'ouverture d'enquête est rendu public par voie d'affichage en Mairie et sur le lieu objet de l'enquête publique quinze jours au moins avant le début de cette dernière, ainsi que mis en ligne sur le site internet de la commune à l'adresse suivante : <https://www.mionnay.fr>

Cet arrêté précise (R\* 141-4 du Code de la voirie routière) :

- ✓ le nom du commissaire enquêteur ;
- ✓ l'objet de l'enquête ;
- ✓ la durée de l'enquête (au minimum 15 jours) ;
- ✓ la date à laquelle celle-ci sera ouverte ;
- ✓ les heures et le lieu où le public pourra prendre connaissance du dossier et formuler ses observations.

Cet arrêté est publié au moins 15 jours avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci « *par voie d'affiche et éventuellement par tout autre procédé* » (R\* 141-5 du Code de la voirie routière).

Le dossier d'enquête comprend (R\* 141-6 du Code de la voirie routière) :

- ✓ une notice explicative ;
- ✓ un plan de situation ;
- ✓ un plan parcellaire comportant l'indication d'une part des limites existantes de la voie communale, des parcelles riveraines et des bâtiments existants, d'autre part des limites projetées de la voie communale ;
- ✓ la liste des propriétaires des parcelles comprises, en tout ou partie, dans l'emprise du projet. »

En complément à la publicité indiquée ci-avant de l'arrêté, et quinze jours au moins avant le début de l'enquête, un avis d'enquête publique est affiché en mairie, sur le panneau d'affichage municipal et sur le lieu objet de l'enquête publique ainsi que mis en ligne sur le site internet de la commune de Mionnay. Il sera également publié, quinze jours au moins avant le début de l'enquête, sous forme d'annonce légale, dans les éditions locales du Progrès et la Voix de l'Ain.

Ces modalités d'affichage et de publication ont pour but de permettre au public d'être informé de cette enquête.

## **2. Déroulement de l'enquête et participation du public**

La présente enquête se déroulera pendant une durée de 15 jours et demi consécutifs du mardi 24 février à partir de 8h30 au mercredi 11 mars 2026 à 12h précises, conformément à l'article R.134-10 du Code de la Voirie Routière.

Elle est ouverte à la mairie de Mionnay située place Alain Chapel – 01390 MIONNAY - aux jours et heures habituels d'ouverture, soit les Mardi de 8h30 à 12h00 – Mercredi de 8h30 à 12h00 – Vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h30 et le samedi 7 mars 2026 de 8h30 à 12h.

Désaffectation et déclassement du domaine public routier – partie de la Place du Bief –  
Projet de maison de santé à Mionnay

Les pièces du dossier ainsi que le registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le Commissaire-enquêteur sont déposés à la mairie de Mionnay et tenus à la disposition du public pendant la durée de l'enquête.

Le public peut également consulter le dossier sur le site internet de la commune consultable à l'adresse suivante : <https://www.mionnay.fr>

Les observations formulées par le public sont recueillies dans le registre d'enquête ouvert à la mairie de Mionnay et peuvent également être adressées par courrier à l'attention du Commissaire enquêteur, à l'adresse suivante : (en précisant sur l'enveloppe la mention: « Ne pas ouvrir ») :

À l'attention de Monsieur Gérard Maille le Commissaire Enquêteur, Mairie de Mionnay  
Place Alain Chapel  
01390 MIONNAY

Le Commissaire enquêteur assure par ailleurs dans le cadre de cette enquête, deux permanences à la mairie de Mionnay aux jours et horaires suivants :

- le mardi 24 février 2026 de 8h30 à 10h30 ;
- le mercredi 11 mars 2026 de 10h00 à 12h00.

Il est précisé que la clôture de l'enquête s'effectuera le mercredi 11 mars 2026 à 12h00 précises et que ne seront pris en considération que les courriers effectivement réceptionnés en mairie pendant la durée de l'enquête.

### **3. Clôture de l'enquête**

A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête est clos et signé par le commissaire enquêteur ; les courriers et messages éventuellement reçus sont joints au registre.

Dans le délai d'un mois, le commissaire enquêteur transmet à Monsieur le Maire son rapport et ses conclusions motivées. Ce rapport doit être laissé en Mairie à la disposition du public pendant un an.

Le Conseil Municipal pourra alors décider du déclassement de l'emprise concernée, et procéder le cas échéant, à leur cession.

### **4. Désaffectation et déclassement**

La désaffectation et le déclassement des voies seront prononcés par délibération du Conseil Municipal, à l'issue de l'enquête publique et suivant les conclusions du Commissaire enquêteur.

## **II/ NOTICE EXPLICATIVE**

### **A. CONTEXTE GÉNÉRAL DU PROJET**

Le projet de maison de santé s'inscrit dans le cadre d'un projet lancé par certains professionnels de santé déjà présents sur la commune.

Cette opération vise à répondre à la baisse actuelle et future de l'offre médicale sur le territoire communal en regroupant les professionnels de la santé au sein d'une structure commune.

La réalisation du projet implique de procéder à la désaffectation et au déclassement d'éléments du domaine public routier de la commune (à savoir une partie de la place du Bief, stationnements non matérialisés espaces verts et jeux de boules).

En parallèle de la construction de la maison de santé, la commune procédera à l'aménagement de la partie restante de la place du Bief, afin de réaliser un stationnement organisé.

### **B. LE PROJET SOUMIS À ENQUETE PUBLIQUE**

Il résulte de la description du projet que la réalisation de la maison de santé implique la désaffectation et le déclassement d'éléments du domaine public routier, à savoir du stationnement, espaces verts et jeu de boules.

Ce projet implique une enquête publique préalable au déclassement en ce que l'opération a pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulations assurées par certaines voies.

Les atteintes sont les suivantes :

Suppression de places de stationnement non matérialisées.

Désaffectation et déclassement du domaine public routier – partie de la Place du Bief –  
Projet de maison de santé à Mionnay

L'emprise à désaffecter et à déclasser nécessaire à la réalisation du projet de maison de santé sur la commune de Mionnay est détaillée comme suit :

Plans 1 : Plans de situation du périmètre de désaffectation et déclassement place du Bief à Mionnay

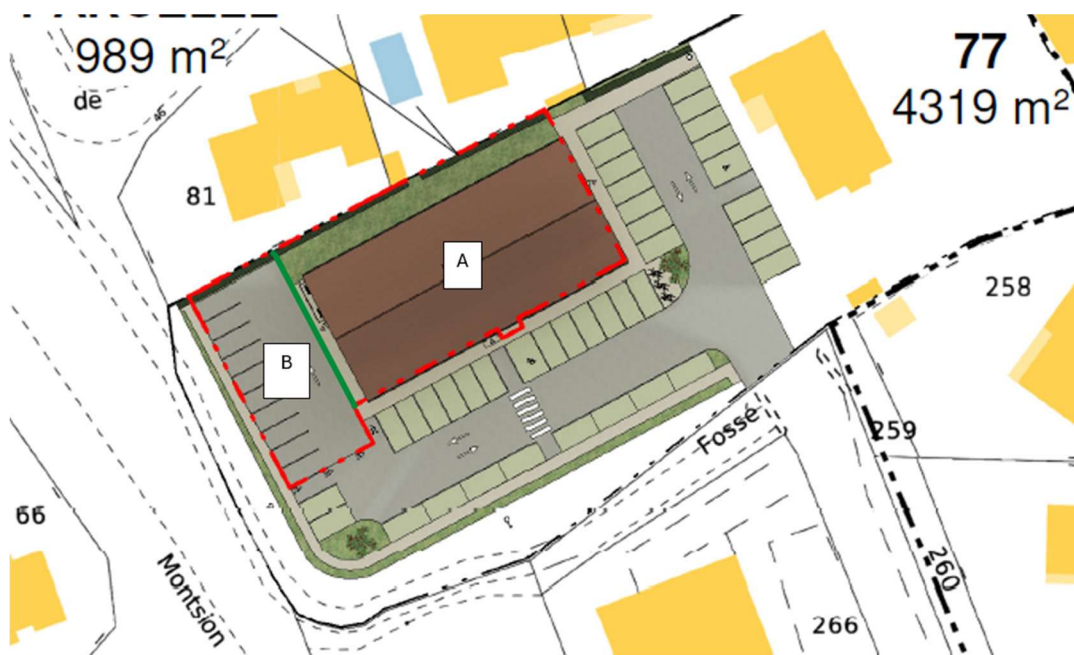


Tableau 1 : Tableau d'inventaire des parcelles de l'emprise de désaffectation et de déclassement place Alain Chapel à Mionnay

Commune	Section et N° cadastral	Superficie en m² concernée par la désaffectation et le déclassement	Fonction
Mionnay	AD 77	Environ 989 m²	Aire de stationnement